

L'USINE NOUVELLE

Poker géant autour du nucléaire chinois

[L'USINE DE L'ENERGIE](#) , [NUCLÉAIRE](#) , [LES EXPERTS DE L'ENERGIE](#) , [CHINE](#) - PUBLIÉ LE 23/04/2015 À 10H14

Le président Barack Obama vient de demander au Congrès des Etats-Unis de renouveler un accord sur trente ans, permettant le transfert de technologies et d'équipements nucléaires civils vers la Chine. Au moment où



Areva est mis en difficulté par les problèmes de l'EPR, l'administration américaine veut réaffirmer une coopération aux enjeux financiers énormes, et qui, derrière les apparences officielles, a traversé de sérieuses turbulences, analyse Jean-François Dufour, directeur de la société de conseil DCA Chine-Analyse.

En apparence, le renouvellement de l'accord de coopération sur le nucléaire civil entre les [Etats-Unis](#) et la [Chine](#), en vigueur depuis 1985 et arrivant à expiration cette année, ne devrait rien changer à la donne sur le marché chinois.

Beau fixe en surface

Depuis 2006, et la décision de la Chine de concentrer les efforts de développement de son parc nucléaire de "troisième génération" sur le modèle AP1000 de l'américain Westinghouse, les jeux paraissent faits.

La "State nuclear power technology corp." (SNTPC), mise en place pour gérer les transferts de technologies associés aux contrats avec le constructeur américain, entretient officiellement des relations au beau fixe avec son partenaire.

Les deux parties ont indiqué en 2014 être en discussions avancées pour un contrat géant qui, après les 4 premiers réacteurs en construction en Chine aujourd'hui, pourrait porter sur 26 AP1000 supplémentaires.

Remous en profondeur

En profondeur cependant, les choses sont un peu plus compliquées : en mai 2014, le département de la Justice des Etats-Unis a mis en accusation des militaires chinois pour cyberespionnage économique. A cette première mise en accusation nominale d'exécutants, s'ajoutait la première désignation de bénéficiaires de leurs actions, qui n'étaient pas nommés, mais faciles à identifier à partir des indications publiées.

Or le premier accusé implicite était présenté comme le partenaire du constructeur de réacteurs nucléaires Westinghouse, engagé dans le déploiement du modèle AP1000 en Chine. Il était donc facile d'identifier la SNPTC.

L'acte d'accusation, qui attribuait à l'un des hackers chinois incriminés le vol de données techniques liées à l'AP1000, mais aussi de messages électroniques confidentiels des décideurs de Westinghouse responsables de la relation, suggérait clairement que la SNPTC aurait cherché à obtenir

nettement plus que les transferts de technologies convenus avec son partenaire américain.

Difficultés chinoises

Une confirmation des turbulences ainsi révélées a été fournie depuis par les difficultés rencontrées par la SNPTC. Confrontée à des retards sur le programme AP1000 - officiellement liés à des raisons techniques, mais que les éléments mentionnés ci-dessus semblent pouvoir relier à une relation orageuse avec Westinghouse - le groupe chinois s'est retrouvé en difficulté.

Sa prochaine fusion avec China Power Investment (CPI), l'un des cinq grands producteurs d'électricité chinois, présentée comme la volonté de créer un nouveau "champion" cumulant des savoir-faire dans la génération et le nucléaire, paraît surtout avoir été déterminée par le souci d'éviter un naufrage financier de SNPTC.

Alternative européenne

Dans ce contexte susceptible d'avoir suscité un fort mécontentement chinois, la décision chinoise de commander à [EDF](#) et [Areva](#) deux réacteurs EPR en 2007, pouvait prendre une nouvelle dimension.

Motivée par des considérations de diversification de ses fournisseurs et de ses coopérations technologiques, elle pouvait aussi être perçue comme une volonté de la Chine de disposer d'une alternative en cas de conflit majeur avec Westinghouse.

Mais les difficultés rencontrées par Areva, avec les anomalies techniques affectant l'EPR pointées du doigt récemment, et qui ont suscité des interrogations jusqu'en Chine, offrent une opportunité aux Etats-Unis de réaffirmer leur emprise sur cet énorme marché.

Un enjeu à 20 milliards

Même si l'administration américaine devait poser cette année la question du renouvellement d'un accord de coopération arrivant à échéance, on ne peut que constater le hasard étonnant qui fait que cette question est posée deux semaines après les révélations qui ont mis le projet EPR en difficultés. Le montant de 20 milliards de dollars évoqué par Westinghouse pour le contrat potentiel autour de 26 réacteurs AP1000 supplémentaires en Chine rend peut-être ce hasard un peu moins étonnant.

Jean-François Dufour, directeur de DCA Chine-Analyse